
REVENU

QUÉBEC



COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Opposition officielle

**TABLE DES MATIÈRES**

Question 1	Membres du conseil d'administration	1
Question 87	Nombre de cadres.....	3
Question 88	Nombre d'ETC et prévisions	5
Question 89	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification, à la perception fiscale et à la récupération fiscale.....	7
Question 90	Prévisions d'embauches par catégorie d'employés	9
Question 91	Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS	11
Question 92	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS.....	13
Question 93	Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	15
Question 94	Montant prévu par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	17
Question 95	Nombre de contribuables ayant conclu une entente de paiement pour acquitter la somme due au gouvernement, à titre de contribution additionnelle pour les services de garde subventionnés	19
Question 96	Contrebande de tabac.....	21
Question 97	Ventilation des amendes pour la lutte contre le travail au noir, le commerce illicite et les crimes économiques.....	23
Question 98	Nombre d'inspections faites dans le milieu de la restauration	25
Question 99	Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration.....	27
Question 100	Nombre d'employés attirés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration	29
Question 101	Nombre d'employés attirés aux nouvelles mesures d'attestation de l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration	31
Question 102	Taux d'absentéisme	33
Question 103	Plan d'embauches pour contrer l'évasion fiscale.....	35
Question 104	Nombre de nouveaux enquêteurs	37
Question 105	Évolution du nombre de dossiers faisant l'objet d'une contestation	39
Question 106	Pourcentage des décisions maintenues face aux contestations.....	41
Question 107	Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse	43
Question 108	Vérificateurs fiscaux	45
Question 109	Documents et études concernant le projet d'implantation de modules d'enregistrement des ventes dans l'industrie du taxi	47
Question 110	Estimation du coût d'implantation des modules d'enregistrement des ventes dans l'industrie du taxi.....	49
Question 111	Évolution du nombre d'inspecteurs	51
Question 112	Critères de performance des employés de Revenu Québec	53
Question 113	Politique salariale de 2018-2019.....	55
Question 114	Nombre de déclarations de revenus obtenues par Internet	57
Question 115	Montant investi pour le développement des services électroniques	59
Question 116	Pourcentage des déclarations des particuliers traitées dans un délai de 14 jours	61

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

Question 117	Taux de roulement du personnel.....	63
Question 118	Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôt.....	65
Question 119	Nombre et valeur des crédits d'impôt remboursables pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique.....	67
Question 120	Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire.....	69
Question 121	Dossiers de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.....	71
Question 122	Évolution des effectifs affectés à la perception de la pension alimentaire.....	73
Question 123	Délai moyen pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions LSA.....	75
Question 124	Nombre et nature des plaintes reçues par mois.....	77
Question 125	Planification fiscale abusive.....	79
Question 126	Comité ACCES construction.....	81
Question 127	Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé.....	83
Question 128	Nombre de corporations religieuses inscrites au Registraire des entreprises.....	85
Question 129	Estimation du montant total perçu à titre de contribution additionnelle pour les services de garde subventionnés.....	87
Question 130	Nombre d'enfants recevant le Soutien aux enfants.....	89
Question 131	Depuis le 18 octobre 2018, toute note, rapport ou évaluation concernant l'impact fiscal de l'incorporation des médecins.....	91



QUESTION 1

Il s'agit de la question numéro 1 de la Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle adressée au ministère des Finances du Québec.

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2018-2019 indiquer :

- La liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- Leur frais de déplacement, de repas de voyage et de représentation.

RÉPONSE

En date du 28 février 2019, la liste des membres du conseil d'administration de Revenu Québec est la suivante :

M. Florent Gagné	M. Marc Grandisson
M. Pierre Roy	M. W. Robert Laurier
M. Carl Gauthier	M ^{me} Hélène Lee-Gosselin
M. Michel Bouchard	M ^{me} Karin Marks
M ^{me} Nathalie Camden	M ^{me} Denise Martin
M ^{me} Diane Delisle	M. Guy Mineau
M. Maurice Fréchette	

Au 28 février 2019, deux postes étaient vacants. Les curriculum vitae des membres sont disponibles sur le site Internet de Revenu Québec dans la section À propos.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RENOUVELLEMENTS, NOMINATIONS, MANDATS ÉCHUS ET MANDATS RÉVOLUS

Renouvellement de mandat entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019

Aucun

Nomination entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019

M. Carl Gauthier	
------------------	--

Le 5 décembre 2018, le président-directeur général a été nommé membre pour une période de cinq ans.

Mandats échus au 28 février 2019

M. Éric Ducharme	M ^{me} Diane Delisle
M ^{me} Denise Martin	

Mandats révolus entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019

M ^{me} Chantal Castonguay	M. Frédéric Guay
------------------------------------	------------------

RÉMUNÉRATION DES MEMBRES INDÉPENDANTS AU 28 FÉVRIER 2019

	RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE BASE	RÉMUNÉRATION PAR PRÉSENCE AUX SÉANCES DU CA OU D'UN DE SES COMITÉS	PRÉSIDENTIE D'UN DES COMITÉS
Président du CA	19 556 \$	916 \$	3 667 \$
Autres membres	9 779 \$	612 \$	3 667 \$

Aucune rémunération n'a été versée pour les membres non indépendants.

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(DU 1^{ER} AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019)¹

	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	REPRÉSENTATION	REPAS	GRAND TOTAL
Total	8 593 \$	4 846 \$	-	958 \$	14 397 \$

¹ Ces montants représentent les dépenses encourues par les membres du conseil d'administration autres que le président-directeur général et couvrent la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 (incluant l'équipe de soutien).

QUESTION 87

Nombre de cadres au ministère et pourcentage par rapport au nombre total d'employés.

RÉPONSE

Le ratio d'encadrement est de 1/16

Année financière	Effectif total (en ETC)	Cadres (structure)	Ratio (cadres/ETC)
2018-2019	11 059 ¹	680 ²	1/16

¹ Prévission.

² Selon les données disponibles au 28 février 2019.

QUESTION 88

Nombre d'ETC ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Prévisions de départ à la retraite et plan de remplacement.

RÉPONSE

	2018-2019 (Allocation)
Effectif total en ETC	11 059

QUESTION 89

Nombre et pourcentage d'employés affectés à :

- a) la vérification;
- b) la perception fiscale;
- c) la récupération fiscale.

RÉPONSE

L'effectif de Revenu Québec inclut l'effectif du programme de gestion de la TPS.

	EFFECTIF (en ETC) 2018-2019¹	POURCENTAGE 2018-2019¹
Revenu Québec	11 059	100 %
Vérification²	3 116	28,2 %
Perception fiscale	1 216	11,0 %
Récupération fiscale	3 944	35,7 %

1 Prévission.

2 L'effectif indiqué pour la vérification est inclus dans celui de la récupération fiscale.

QUESTION 90

Prévisions d'embauches et augmentations salariales ventilées par catégorie d'employés.

RÉPONSE

L'augmentation de la masse salariale est fonction du corps d'emploi des employés embauchés, des échelles salariales associées ainsi que des hausses prévues aux conventions collectives résumées dans le tableau ci-dessous.

HAUSSES SALARIALES PRÉVUES PAR LES CONVENTIONS COLLECTIVES

	Indexation 2017-2018	Indexation 2018-2019	Forfaitaire 2019-2020
Employés SFPQ	1,75 %	2,00 %	0,16 \$ / heure rémunérée
Employés SPGQ	1,75 %	2,00 %	-
Cadres	1,75 %	2,00 %	0,5 %

QUESTION 91

Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS.

RÉPONSE

	2018-2019 Prévision
Effectif en ETC ¹	3 469,1

¹ Inclut la TPS et la TVQ ainsi que les autres taxes spécifiques du Québec

QUESTION 92

Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS.

RÉPONSE

	2018-2019 Prévision
Montant versé par le gouvernement fédéral (en millions \$)	141,3

QUESTION 93

Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.

RÉPONSE

	2018-2019 Prévision
Perception des taxes du Québec (en M\$) ¹	198,2

¹ Inclut la TVQ et les autres taxes spécifiques

QUESTION 94

Montant prévu par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 93.

QUESTION 95

Le nombre de contribuables qui ont conclu une entente de paiement avec Revenu Québec pour acquitter la somme due au gouvernement, à titre de contribution additionnelle pour les services de garde subventionnés. Fournir le détail des sommes en jeu.

RÉPONSE

Contribuables ayant pris une entente de paiement avec Revenu Québec concernant une créance fiscale dont au moins une partie de celle-ci incluait une somme relative à la contribution additionnelle pour frais de garde :

Année fiscale ¹	Nombre de contribuables	Montant total
2017	6 401	7,6 M\$

¹ Les données pour l'année fiscale 2018 ne sont pas encore disponibles considérant que les contribuables ont jusqu'au 30 avril pour produire leur déclaration de revenus.

QUESTION 96

Concernant la contrebande de tabac en 2018-2019, indiquez :

- a) le nombre de personnes attirées à la lutte contre la contrebande de tabac;
- b) le nombre de saisies de produits de contrebande ainsi que la valeur des saisies;
- c) le nombre d'inspections pour le contrôle de la contrebande;
- d) le nombre et le montant des amendes distribuées pour la lutte contre la contrebande.

Ventiler par région administrative.

RÉPONSE

L'ensemble des saisies de tabac réalisées par Revenu Québec a été effectué dans le cadre du programme ACCES Tabac, dont la valeur totale des saisies en tabac s'élève à plus de 6,3 M\$ pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2018.

LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC	2018-2019 ¹
Inspections	1 957
Résultats des poursuites et des peines obtenues	
Condamnations par type de personnes ²	
- Individus	2 512
- Sociétés	20
Total	2 532
Amendes³	60,0 M\$

¹ Information au 28 février 2019.

² Une personne peut être condamnée pour plus d'une infraction.

³ Les montants des amendes incluent les frais et la contribution.

QUESTION 97

Ventilation des amendes envoyées pour la lutte contre le travail au noir, la lutte contre le commerce illicite et la lutte contre les crimes économiques. Pour chacune de ces catégories, ventilation par année des montants récupérés et par région. Indiquer les moyens mis en place pour chaque catégorie et les critères d'évaluation de celles-ci.

RÉPONSE

ACTIVITÉS	AMENDES (EN M\$) 2018-2019 ¹
Enquêtes sur les fraudes fiscales	186,6
Inspections dans les secteurs de la restauration et des bars	1,3
Inspections dans le secteur du tabac (Revenu Québec et corps policiers)	60,0
Inspections dans le secteur du carburant (Revenu Québec et Société de l'assurance automobile du Québec)	0,3
Demandes péremptoires	0,3
Non-production de déclarations de revenus des particuliers	4,6
Autres activités de contrôle	0,1
TOTAL	253,2

¹ Résultats au 28 février 2019.

QUESTION 98

Nombre d'inspections faites dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale.

RÉPONSE

		NOMBRE D'INSPECTIONS
2018-2019 (au 28 février 2019)		9 193

QUESTION 99

Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale.

RÉPONSE

	AMENDES DANS LE SECTEUR DE LA RESTAURATION		
	INSPECTIONS	ENQUÊTES	TOTAL
2018-2019 (au 28 février 2019)	1,2 M\$	4,2 M\$	5,4 M\$

QUESTION 100

Nombre d'employés au sein de Revenu Québec attitrés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration.

RÉPONSE

Puisque le nombre de personnes affectées à la lutte contre l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration découle de la stratégie d'intervention, cette information ne peut être rendue disponible compte tenu du caractère public des documents relatifs à l'étude des crédits de Revenu Québec.

QUESTION 101

Nombre d'employés au sein de Revenu Québec attirés aux nouvelles mesures d'attestation de l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration.

RÉPONSE

Il n'y a aucune mesure d'attestation de l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration en 2018-2019.

QUESTION 102

Taux d'absentéisme en 2018-2019 pour les employés du ministère du Revenu, avec ventilation en fonction des postes occupés et des motifs de l'absence.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements généraux – Opposition officielle » sous la question 15.

QUESTION 103

Prévisions d'ajouts d'employés professionnels en vue de remplir le mandat d'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale :

- a) plan d'embauche;
- b) prévision du nombre d'embauches pour les prochaines années;
- c) nombre de professionnels présentement affectés à l'évasion fiscale;
- d) nombre d'embauches.

RÉPONSE

Le 10 novembre 2017, le gouvernement du Québec a rendu public le *Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Pour Revenu Québec, la mise en œuvre du plan d'action se traduit par de nouvelles responsabilités nécessitant l'ajout de 75 ressources à son effectif.

Outre cette annonce, Revenu Québec ne prévoit pas embaucher de professionnels additionnels en vue de contrer l'évasion fiscale.

Le nombre d'effectifs déployés à lutter contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal s'élève à 3 944 ETC en 2018-2019.

QUESTION 104

Nombre de nouveaux enquêteurs engagés par le ministère ou tout organisme qui en relève, et ventilé par mandat.

RÉPONSE

Il y a eu trois nouveaux postes d'enquêteur créés en 2018-2019.

À noter que des nouveaux enquêteurs sont engagés pour doter des postes devenus vacants à la suite de départs (retraite, démission ou autre raison).

QUESTION 105

Évolution du nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une contestation, ainsi que l'évolution des coûts relatifs à ces oppositions.

RÉPONSE

NOMBRE DE DOSSIERS	
2018-2019 (au 28 février)	6 926



QUESTION 106

Pourcentage des décisions maintenues face aux contestations ainsi que le délai de traitement moyen.

RÉPONSE

Décisions maintenues

EXERCICE FINANCIER	POURCENTAGE DES DÉCISIONS MAINTENUES
2018-2019 (au 28 février) ¹	49,4 %

¹ En moyenne, les décisions maintenues en totalité au cours des cinq derniers exercices financiers se chiffrent à près de 60 %. Au 28 février 2019, ce taux est d'environ 50 % pour l'exercice 2018-2019. Cette différence est attribuable à la finalisation d'un groupe d'un peu plus de 3 000 dossiers. Les membres de ce groupe se sont opposés pour les mêmes motifs et le traitement a été le même pour tous (décotisation). Sans ce groupe, le taux de maintien aurait été de 57,8 %.

Délai de traitement

EXERCICE FINANCIER	DÉCISIONS EN 6 MOIS OU MOINS	DÉCISIONS EN 12 MOIS OU MOINS
2018-2019 (au 28 février)	67,8 %	82,6 %

QUESTION 107

Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse versus les coûts relatifs à cette utilisation.

RÉPONSE

	MONTANT RÉCUPÉRÉ	ETC
2018-2019 ¹	31,7 M\$	64,0

¹ Les résultats visent la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.

QUESTION 108

Concernant les vérificateurs fiscaux :

- a) nombre d'embauches;
- b) nombre d'heures moyennes de formation;
- c) nombre de départs (ventilé par raison du départ);
- d) nombre d'années d'expérience dans le domaine.

RÉPONSE

- a) Nombre de vérificateurs fiscaux¹ embauchés en 2018-2019 (au 28 février 2019) : 198 vérificateurs.
- b) Le nombre de jours moyen de formation² par vérificateur fiscal en 2018 : 6,3 jours.
- c) Départs des vérificateurs fiscaux chez le personnel régulier :

Année financière	Retraite	Démission	Décès	Exercice du droit de retour	Congédiement ³	Total
2018-2019 (au 28 février 2019)	51	42	0	9	5	107

- d) Revenu Québec n'est pas en mesure d'indiquer le nombre d'années d'expérience dans le domaine pour les vérificateurs fiscaux.

¹ Agents de la gestion financière (103) et techniciens en vérification fiscale (206) travaillant dans des unités de vérification.

² Données colligées par année civile.

³ Inclut les congédiements administratifs et les congédiements disciplinaires.



QUESTION 109

Documents et études concernant le projet d'implantation de modules d'enregistrement des ventes dans l'industrie du taxi.

RÉPONSE

Une analyse d'impact réglementaire a été déposée en accompagnement au projet de loi 150. De plus, un appel d'intérêt et trois appels d'offres publics ont été publiés sur SEAO.

QUESTION 110

Estimation du coût d'implantation des modules d'enregistrement des ventes dans l'industrie du taxi.

RÉPONSE

Les coûts de développement d'une solution évolutive intégrant les possibilités des modules d'enregistrement des ventes (MEV) dans l'industrie du taxi sont estimés à un maximum de 40 M\$, notamment par le biais de trois appels d'offres et des coûts internes. Ce montant inclut un coût, évalué à 2,4 M\$, pour le développement de l'environnement infonuagique. Le projet vise à diminuer les pertes fiscales de 55 % dans le secteur du transport rémunéré de personnes, soit un montant anticipé de 40 M\$ de dollars par année, et à accompagner les exploitants dans le respect de leurs obligations fiscales.

Par ailleurs, les coûts liés à l'implantation des mesures sur la facturation obligatoire, pour les intervenants du secteur du transport rémunéré de personnes, sont principalement associés à l'acquisition ou à la mise à jour du système d'enregistrement des ventes (SEV) des exploitants offrant des services de transport rémunéré de personnes.

QUESTION 111

Évolution du nombre d'inspecteurs à l'agence du revenu et de la masse salariale s'y rattachant.

RÉPONSE

	ETC	MASSE SALARIALE
2018-2019 (au 28 février 2019)	77,5	4 236 129 \$

**QUESTION 112**

Fournir les critères de performance ou objectifs de rendement chiffrés que les employés du ministère du Revenu doivent atteindre, par catégorie d'emploi, par ancienneté, et par région. Spécifier tout changement à ces critères ou objectif avec la création de l'Agence du Revenu.

RÉPONSE

Revenu Québec n'impose pas d'objectifs de rendement à ses employés. Les attentes signifiées à chaque vérificateur et à chaque percepteur portent principalement sur le respect des politiques organisationnelles et des procédures de travail, ainsi que sur l'application rigoureuse des lois fiscales (qualité des dossiers).

QUESTION 113

Copie de la politique salariale de 2018-2019.

RÉPONSE

Pour l'ensemble du personnel (cadres, CGRH, avocats et notaires, professionnels, fonctionnaires et ouvriers), le cadre de référence pour la détermination de la politique salariale 2018-2019 demeure le même que celui de la fonction publique.

QUESTION 114

Nombre de déclarations de revenus obtenues par Internet ou pourcentage.

RÉPONSE

	2018-2019 Au 28 février 2019
Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par voie électronique	3 803 716

QUESTION 115

Montant investi pour le développement des services électroniques en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

RÉPONSE

	2018-2019 ¹ (en k\$)
Montants investis par l'Agence pour le développement des services électroniques	12 810,3

1. Au 28 février 2019

QUESTION 116

Pourcentage des déclarations des particuliers traitées dans un délai de 14 jours en 2018-2019.

RÉPONSE

EXERCICE

Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers
reçues par Internet et traitées dans un délai de 14 jours

Entre le 1^{er} avril 2018
et le 28 février 2019

84,3 %

QUESTION 117

Taux de roulement du personnel pour chacune des cinq dernières années, par type d'emploi.

RÉPONSE

Le tableau qui suit présente le taux de roulement du personnel régulier excluant les retraites par type d'emploi¹.

Types d'emploi	2018-2019 Projeté ²
Cadres	4,0 %
Professionnels	4,7 %
Employés de bureau, techniciens et ouvriers	3,5 %

¹ Par « type d'emploi », on entend « catégorie d'emploi », soit le personnel cadre, le personnel professionnel, le personnel technique, de soutien et le personnel ouvrier.

² Sur la base des données au 28 février 2019.

QUESTION 118

Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôt.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>

QUESTION 119

Nombre et valeur totale des crédits d'impôt remboursables octroyés pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFO), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFO à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>

QUESTION 120

Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire.

RÉPONSE

Le Programme de perception des pensions alimentaires s'est doté d'un indicateur mesurant la prestation de services pour le délai de service à la clientèle. Pour l'exercice 2018-2019 (du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019), le délai moyen de service à la clientèle a été de 30 jours. L'engagement pris par Revenu Québec est de traiter toute nouvelle demande dans les 30 jours.

QUESTION 121

Dossiers de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.

RÉPONSE

Un des objectifs fondamentaux du Programme de perception des pensions alimentaires est d'assurer la régularité des paiements. Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, 77,2 % des créanciers ont reçu leur pension courante à temps et en entier.



QUESTION 122

Évolution des effectifs affectés à la perception de la pension alimentaire par année.

RÉPONSE

EXERCICE FINANCIER	TOTAL ETC
2018-2019 ¹	824

¹ Prévission annuelle

QUESTION 123

Délai moyen pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions LSA.

RÉPONSE

Les activités relatives au Registraire des entreprises du Québec (REQ) anciennement à la charge de l'Agence du Revenu du Québec sont assumées, depuis le 1^{er} avril 2017, par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Dans ce contexte, la réponse à cette question sera transmise par le MTESS.

QUESTION 124

Nombre et nature des plaintes reçues par mois en 2018-2019.

RÉPONSE

Les tableaux ci-dessous représentent l'ensemble des plaintes reçues au Bureau de la protection des droits de la clientèle de Revenu Québec pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.

Exercice 2018-2019 (au 28 février)

Plaintes ¹	Avril 2018	Mai 2018	Juin 2018	Juil. 2018	Août 2018	Sept. 2018	Oct. 2018	Nov. 2018	Déc. 2018	Jan. 2019	Fév. 2019	Total
Traitement de dossier	118	130	112	123	110	75	85	71	76	67	87	1 054
Délais de traitement	71	36	29	28	15	19	26	7	11	11	16	269
Qualité des services	45	30	15	23	26	21	22	22	28	18	31	281
Relations avec la clientèle	13	9	7	10	13	10	11	20	7	6	13	119
Confidentialité	11	7	7	10	6	4	10	4	4	5	7	75
Accessibilité	1	1	0	0	2	0	1	2	2	0	1	10
Autres	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	4
Total	259	214	171	194	173	130	155	126	128	107	155	1 812

¹ Une plainte est l'expression, verbale ou écrite, d'une insatisfaction par un citoyen ou son représentant auprès d'une personne en autorité à l'égard de son dossier ou de la qualité du service rendu à son égard (accessibilité, qualité de l'accueil, qualité de l'information et des documents disponibles, comportement du personnel, etc.).

QUESTION 125

Concernant la lutte contre la planification fiscale abusive, effectifs de la direction, budget, nombre de dossiers traités et montant récupéré.

RÉPONSE

- Pour 2018-2019, les ressources consacrées à la planification fiscale abusive et à l'évitement fiscal sont évaluées à près de 16,1 M\$ et à 150 ETC. Ces ressources incluent les 75 postes additionnels octroyés à Revenu Québec pour la mise en place du Groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales.
- Dans le domaine de la planification fiscale abusive, du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, Revenu Québec a émis 860 avis de cotisation auprès de 296 contribuables, ce qui a permis de récupérer une somme de 218,8 M\$.
- En divulgation volontaire, les efforts réalisés pour cette même période ont permis d'émettre des cotisations d'une valeur de 196,6 M\$.
- Au total, les résultats obtenus par les ressources consacrées à la planification fiscale abusive et aux divulgations volontaires s'élèvent à 415,4 M\$ pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.

QUESTION 126

Concernant le comité ACCES construction, effectifs, budget, et nombre d'interventions.

RÉPONSE

Revenu Québec participe au comité ACCES construction qui constitue l'un des moyens de lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction en assurant une meilleure cohérence intragouvernementale et en favorisant l'échange d'information.

	2018-2019 ¹
Interventions effectuées	525 ²

1. Préliminaire au 28 février 2019.

2. Inclut 80 interventions effectuées de soir et de fin de semaine.

QUESTION 127

Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFO), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFO à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/depenses-fiscales/index.asp>

QUESTION 128

Le nombre de corporations religieuses inscrites au Registraire des entreprises en vertu de la Loi sur les corporations religieuses. Fournir la liste et le détail (incluant le nom) des corporations religieuses inscrites au registre des entreprises en vertu de la Loi sur les corporations religieuses et leur adresse.

RÉPONSE

Les activités relatives au Registraire des entreprises du Québec (REQ) anciennement à la charge de l'Agence du Revenu du Québec sont assumées, depuis le 1^{er} avril 2017, par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Dans ce contexte, la réponse à cette question sera transmise par le MTESS.

**QUESTION 129**

Estimation du montant total perçu à titre de contribution additionnelle pour les services de garde subventionnés.

RÉPONSE**Montant perçu à titre de contribution additionnelle pour services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés**

Année d'imposition	Nombre de particuliers	Montant perçu (ligne 434 de la déclaration de revenus)
2017	150 903	153 519 338 \$
2016	154 342	154 783 866 \$
2015	154 301	108 164 354 \$

Source : Revenu Québec, Statistiques mensuelles des contribuables et des mandataires en date d'avis du 28 février 2019.

QUESTION 130

Précisez le nombre d'enfants recevant le Soutien aux enfants, selon le rang de naissance, distinctement (1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e ou plus) pour 2018-2019.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par Retraite Québec.

QUESTION 131

Depuis le 18 octobre 2018, toute note, rapport ou évaluation concernant l'impact fiscal de l'incorporation des médecins. Veuillez aussi détailler toutes les mesures mises en œuvre pour empêcher celle-ci dans le futur.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.